

Si, comme Canadiens et comme gouvernement, nous pouvons tirer une certaine satisfaction de cette confirmation de notre orientation politique, nous n'avons jamais fait l'erreur de croire que le travail était terminé. Il y avait, il y a et il y aura toujours encore beaucoup à faire.

Paru en juin de cette année, le *World Economic Report* de 1991 contenait, comme on pouvait s'y attendre, de bonnes et de mauvaises nouvelles pour le Canada. Cette année encore, nous nous sommes classés cinquièmes, derrière la Suisse et devant l'Autriche.

Une fois de plus, nous avons obtenu de bonnes notes pour nos ressources naturelles, notre énergie bon marché, nos routes et nos aéroports, ainsi que pour notre régime de soins de santé, qui a été jugé le meilleur au monde.

Voilà pour les bonnes nouvelles. Les signaux d'alarme retentissent toutefois bruyamment lorsqu'on examine certaines des caractéristiques qui seront vitales pour une économie nationale sur le marché mondial dynamique des années 1990 et au-delà.

Le rapport contient en fait des signaux d'alarme qui remettent en question notre capacité même de maintenir les routes, les aéroports et les services de soins de santé mêmes dont nous sommes tellement fiers.

Nous nous sommes classés au 11^e rang quant à l'efficacité avec laquelle le système scolaire répond aux exigences d'une économie compétitive. L'efficacité de nos programmes de formation en entreprise a été classée au 20^e rang, soit près de la fin. Pour ce qui est de l'orientation internationale de notre économie, nous sommes 16^e sur 23. Au niveau des sciences et de la technologie, nous sommes 17^e.

Ces statistiques brossent le tableau d'un pays qui s'est enrichi grâce à ses ressources naturelles et qui a bâti sur cette richesse des services sociaux très complets.

Nous n'avons toutefois pas toujours réinvesti cette richesse pour assurer le maintien de la prospérité. Une prospérité qui pivotera sur les connaissances spécialisées de nos ressources humaines. Une prospérité qui sera tributaire d'une productivité élevée. Une prospérité qui dépendra de notre capacité d'appliquer des techniques novatrices dans les secteurs d'activité industrielle.

Le gouvernement prend très au sérieux ces signaux d'alarme et se prépare à les attaquer de front, au Canada et à l'étranger.

Nous continuerons d'essayer de bâtir sur nos points forts dans les domaines où nous avons connu le succès dans le passé. Je pense par exemple au commerce. Dans les cas où des améliorations s'imposent, nous trouverons les solutions.